

Accélérer la mise en œuvre de la CSU : Pourquoi ? Comment ?¹

1. Définition :

L'OMS définit la CSU comme l'accès effectif et équitable, pour tous, à des soins et services de santé de qualité, sans engendrer des dépenses catastrophiques.

Deux piliers se dégagent donc :

- ▶ Pilier 1 : La protection contre le risque maladie.
- ▶ Pilier 2 : La protection contre le risque financier (**l'accent doit aujourd'hui être mis sur ce pilier**).

2. Bienfaits :



Pour le Pays :

La CSU fait partie intégrante de l'Initiative Émergence Madagascar (IEM) :

- ▶ *La CSU contribue à l'amélioration du bien-être humain :*
Elle garantit à l'ensemble de la population l'accès à des services de santé de qualité.
- ▶ *La CSU constitue un investissement public efficient en capital humain :*
Une population en bonne santé pourra davantage contribuer au développement du pays, augmentant la productivité et la croissance = fort retour sur investissement.

Pour le Ministère de la Santé Publique et pour la Présidence :

La CSU est à même de renforcer considérablement la popularité du Ministre de la Santé Publique et du Président et leur visibilité internationale, mais surtout à même de les faire entrer dans l'Histoire de Madagascar :

- ▶ *La CSU est une mesure à forte popularité :*
Elle a vocation à protéger les 90% de la population non couverts par une assurance en santé (secteur informel et plus démunis) :

¹ Auteur : Cellule d'appui à la mise en œuvre de la CSU, Ministère de la Santé Publique, Antananarivo, Madagascar, avril 2021.

► *La CSU fait l'unanimité :*

Elle est appuyée par les Partenaires Techniques et Financiers (PTFs), par l'ensemble de la communauté internationale (Nations Unies), par les ONGs et la société civile, par tous les médias, et n'a pas de détracteurs.

► *La CSU peut permettre au Ministre de la Santé Publique et au Président de marquer l'Histoire :*

Aucun Ministre de la Santé Publique ni aucun Président à Madagascar n'ont réussi à ce jour à lancer la CSU. Pourtant, tous les pays ayant accéléré leur développement ont mis la CSU au cœur de leur agenda politique (en particulier le Sénégal et le Rwanda).

3. Coût :

Coût à court terme (protection financière en santé) :

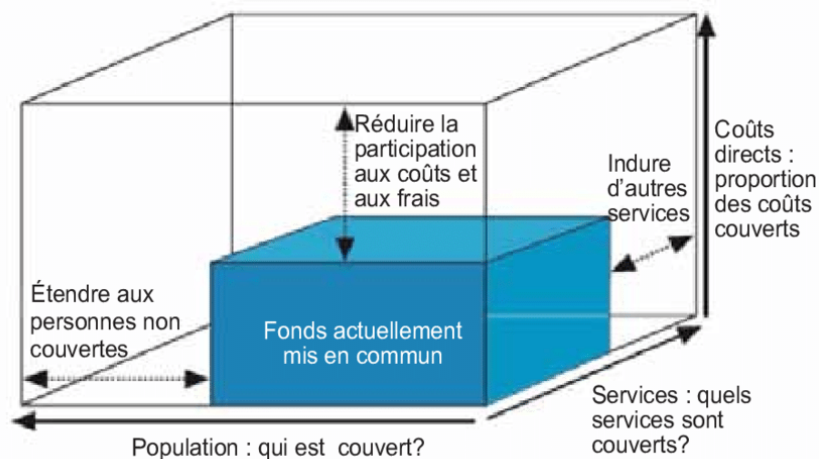
► les PTFs (OMS, Banque Mondiale, Union Européenne, UNICEF en particulier) ont des budgets spécifiques pour appuyer la mise en place de la CSU. Exemple : La Banque Mondiale pourrait investir plusieurs dizaines de millions de dollars sur les quatre prochaines années pour la protection financière en santé.

► Le coût par habitant est estimé à 9000 ariary par an.

Coût à moyen terme :

► Offrir une protection financière en santé aux 90% de malgaches non couverts par une assurance en santé est estimé à 60 millions de dollars.

Cube des trois dimensions à prendre en compte pour mettre en place la CSU (OMS, 2010)



4. Ce qu'il reste à faire ?

Trois actions prioritaires :

► **Adopter le Projet de loi portant protection financière pour tous en matière de santé (Pilier 2 de la CSU) en cours de préparation :**

La loi, en effet :

- Protège la population sur le long terme

- Jette les bases d'un modèle inédit de gouvernance en santé :
 - > grâce à la mise en place d'un fonds dédié à l'assemblage de flux financiers pour l'affiliation des plus vulnérables ;
 - > grâce à une caisse fonctionnelle, transparente et redevable ayant le monopole de l'assurance de base en santé.

► **Adopter une véritable stratégie de financement de la santé :**

Cette stratégie vise à :

● Dépenser PLUS :

- > grâce à l'augmentation du budget de l'Etat consacré à la santé ;
- > grâce à la mise en place de financements innovants (taxes sur les véhicules polluants par exemple).

● Dépenser MIEUX :

- > grâce au renforcement de la gouvernance financière :
 - Implique notamment de mettre en place des indicateurs de performance financière et des achats stratégiques, ainsi que de réaliser des études de coûts préalables avant d'effectuer toute dépense.

► **Permettre l'accès gratuit de toute la population à un paquet de soins de base prioritaire au niveau des CSB dans les 12 prochains mois.**

Le coût est estimé à 60 millions de dollars par an.